

Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU

Les PRS se suivent et se ressemblent. Et plus le temps passe et moins ils ressemblent à la réalité. Les bonnes intentions ressassées dans les instances de concertation apparaissent ainsi de plus en plus pour ce qu'elles sont : des vœux pieux. Et nous voici arrivés à la troisième version de ces vœux...

Il ne faut donc pas s'étonner que les réactions soient de plus en plus vives dans les « instances de démocratie en santé ». Dans les CDCA, les représentants de la FSU, comme d'autres, sont estomaqués par les propos lénifiants qu'on leur tient alors qu'ils n'ont de cesse de rendre compte de la situation dramatique de nos hôpitaux, de nos EHPAD et de l'ensemble du champ médico-social.

Tout cela est hélas maintenant bien connu et régulièrement relayé dans la presse : des lits fermés par milliers (plus de 20 000 entre 2016 et 2022) y compris en pleine pandémie, des services démantelés comme la maternité de Guingamp, des urgences de nuit fermées - en novlangue technocratique il convient désormais de dire « *régulées* » - comme celle de Carhaix rendues de fait inaccessibles à beaucoup de gens, avec les effets que l'on sait.

A ce stade le terme même de crise en devient mensonger – car c'est d'un effondrement qu'il s'agit.

Ce samedi dans le Finistère, un rassemblement important a eu lieu à Quimper devant la préfecture pour exiger la réouverture des urgences de nuit à l'hôpital de Carhaix ainsi que tous les moyens humains et financiers nécessaires à la vie de nos hôpitaux publics et à la santé de la population. Cette manifestation fait suite à celle de juin dernier qui avait rassemblé plusieurs milliers de personnes à Guingamp contre les fermetures des maternités et de services hospitaliers en Bretagne et pour un accès aux soins digne et de qualité pour tous où que l'on réside.

Si les effets sont connus, les causes de la catastrophe le sont aussi : des décennies de choix politiques libéraux dictés par les logiques de rentabilité, de marchandisation, de privatisation, avec l'obsession de diminuer les dépenses publiques de santé au mépris du coût social et humain. Ces orientations funestes seraient-elles le moins du monde en train de changer ? Non. Le prochain PLFSS prévoit un ONDAM à 3 % alors que l'inflation réelle, elle, est à hauteur de 7 %. Tout est dit.

Dans l'avis de la Région comme dans celui de nombreuses instances qui ont à se prononcer actuellement sur le PRS, les constats sont là et ils sont justes. Et pourtant, tous ces avis chutent de la même façon : des réserves certes, mais au final *quibus* est donné au nom d'un dialogue avec l'ARS resté « globalement de qualité » (*sic* !). C'est à n'y rien comprendre.

S'agissant de la Région, sa capacité à se faire entendre avec force quand elle le juge urgent n'est plus à démontrer. Pourquoi ne le fait-elle donc pas avec la même force ici qu'elle le fait pour d'autres sujets ?

L'avis du CESER avait précisément un avis à rendre sur l'avis de la Région – or en dépit de ses très bonnes analyses que nous partageons, le CESER omet de conclure sur ce point précis. Pour cette raison la FSU ne votera pas cet avis.